

**Sous-commission paritaire de  
l'industrie du béton (SCP 106.02)**

**Convention collective de travail du 14/12/2021**

**AUGMENTATION DU QUOTA D'HEURES  
SUPPLEMENTAIRES**

**Article 1 – Champ d'application**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton (SCP 106.02).

Par "ouvriers", on entend : les ouvriers et les ouvrières

**Article 2 – Objet**

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de la loi du 17 août 2013 (M.B. du 29 août 2013) relative à la modernisation du droit du travail et portant des dispositions diverses et en exécution de l'A.R. de 11 septembre 2013 déterminant les procédures de négociations pour augmenter la limite interne de la durée du travail à respecter dans le courant d'une période de référence et le quota d'heures supplémentaires pour lesquelles le travailleur peut renoncer à la récupération en vertu de l'article 26bis, 1bis et § 2bis, de la loi du 16 mars 1971 sur travail (M.B. du 19 septembre 2013).

**Article 3 – Limite interne : récupération**

La limite interne de la durée du travail à respecter par année civile est 143 heures.

**Article 4 – Renonciation à la récupération**

Le quota d'heures supplémentaires prestées en vertu de l'article 25 (surcroît extraordinaire de travail) ou de l'article 26, § 1, 3° (travaux commandés par une nécessité imprévue) de la loi du 16 mars 1971 sur travail, pour lesquelles l'ouvrier peut renoncer à la récupération, est porté à 143 heures maximum par année civile (cfr. article 26bis, § 2bis, al. 3 Loi sur travail; article 7 A.R.).

Les heures qui ne sont pas récupérées seront payées entièrement dans le mois durant lequel le surcroît de travail est effectué.

L'ouvrier doit avoir formulé ce choix avant l'échéance de la période de paie au cours de laquelle les prestations en question ont été effectuées.

Les entreprises déterminent elles-mêmes de quelle manière les ouvriers doivent formuler leur choix auprès du service du personnel ou de tout autre service compétent pour le traitement des données salariales.

#### **Article 5**

Les procédures d'information et d'autorisation d'application dans le cadre des articles 25 et 26, § 1, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail doivent être suivies avec rigueur.

En particulier, l'employeur doit obtenir préalablement l'accord de la délégation syndicale et l'autorisation du fonctionnaire compétent de la Direction générale du Contrôle des lois sociales, quand des heures supplémentaires à cause d'un surcroît extraordinaire de travail doivent être prestées.

Pour les heures supplémentaires commandées par une nécessité imprévue, l'accord préalable de la délégation syndicale est nécessaire ou, s'il est impossible de demander cet accord, la délégation syndicale se voit informée a posteriori.

Le fonctionnaire compétent de la Direction générale du Contrôle des lois sociales est informé dans les deux cas.

#### **Article 6**

Suite à cette modification en matière d'heures supplémentaires, il est requis que la société dont les ouvriers prestent des heures supplémentaires, rédige un rapport annuel contenant au moins les données suivantes :

- le nombre total d'heures supplémentaires prestées sur base annuelle ;
- le nombre total d'heures supplémentaires payées ;
- le nombre total d'heures supplémentaires récupérées.

Ce rapport est présenté au conseil d'entreprise, ou, à défaut de conseil d'entreprise, à la délégation syndicale. A défaut de délégation syndicale, le rapport doit pouvoir être consulté par le personnel. L'avis indiquant l'endroit où le rapport peut être consulté doit être affiché dans un endroit visible et accessible.

Les entreprises sans conseil d'entreprise ni délégation syndicale, envoient également une copie de ce rapport annuel à titre d'information au président de la sous-commission paritaire.

#### **Article 7**

En cas de désaccord ou de difficultés dans l'application de la présente convention collective de travail, la commission des litiges du secteur se prononcera à la demande de la partie la plus diligente.

Dans le mois qui suit la demande, la commission des litiges fera part de son avis à l'employeur et aux ouvriers concernés ou leurs représentants.

#### **Article 8 – Durée de validité**

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2021 et cesse d'être en vigueur le 30 juin 2023.

Fait à Bruxelles, le 14/12/2021

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.